

## Règlement de consultation

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES SIMPLIFIÉ DE PRIX N° 1/FSR/2024

### **ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres simplifié ayant pour objet « *Gestion de centre tirage et photocopie de la Faculté des Sciences de Rabat siège central – Annexe I – Annexe II (Lot Unique)* »

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les conditions et les formes prévues par les dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023).

### **ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est Université Mohammed V – de Rabat, FACULTE DES SCIENCES de Rabat représenté par Monsieur le Doyen.

### **ARTICLE 3: REPARTITION EN LOTS**

Le présent Appel d'Offres concerne un marché lancé en lot unique.

### **ARTICLE 4: CONDITIONS REQUISES DES SOUMISSIONNAIRES**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret 2-22-431 précité :

1. Peuvent, valablement, participer et être attributaire des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le Décret précité, les personnes physiques ou morales qui :
  - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
  - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
  - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
  - Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
2. Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :
  - Les personnes en liquidation judiciaire ;
  - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
  - Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du Décret précité ;
  - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
  - Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
  - Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

### **ARTICLE 5: COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), le dossier d'Appel d'Offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix – détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.





## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Les modifications portées au dossier d'appel d'offres sont introduites conformément au paragraphe 7 de l'article 22 du Décret n° 2.22.431 précité.

## **ARTICLE 7 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement à la disposition des concurrents dans les bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la première parution de l'avis d'appel d'offres et jusqu'à la date limite de remise des offres. Lorsque pour une raison quelconque, le dossier d'Appel d'Offres n'est pas remis au concurrent ou à son représentant qui s'est présenté à l'endroit indiqué dans l'avis d'Appel d'Offres, il sera fait application des dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023).

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès de la Faculté des Sciences – Avenue Ibn Battouta Rabat, ou être téléchargé du site de la Faculté des sciences : [www.fsr.ac.ma](http://www.fsr.ac.ma)

## **ARTICLE 8 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Décret n° 2-22-431 précité, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

## **ARTICLE 9: COMPOSITION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), les documents à fournir par les concurrents outre le CPS paraphé et signé sont :

Le dossier administratif comprenant

### **1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres**

- a. Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues au décret précité.
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement.

### **2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées au décret.**

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
    - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
    - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.



- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

#### **A. Le dossier technique**

- a - Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- b- les attestations ou bien leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation, les attestations doivent être de même nature et récentes.

#### **B. Offre financière comprenant**

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

- b) le bordereau des prix et le détail estimatif pour les marchés à prix unitaires établis par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

**NB :** Toute photocopie des documents présentés devra être obligatoirement certifiée conforme à l'originale par les autorités compétentes



## **ARTICLE 10: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

a) la première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le **cahier des prescriptions** spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet ainsi que le dossier additif, le cas échéant. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif et technique".

b) la deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

Les deux (2) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

## **ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), les plis sont, au choix des concurrents :

- a) soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- b) soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- c) soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

## **ARTICLE 12: VISITE DES LIEUX**

Les concurrents sont invités à effectuer des visites de chacune de ces Centres de tirages (Faculté des Sciences de Rabat siège central – Annexe I – Annexe II), pour cela la Faculté donnera toutes les facilités d'accès au lieu précités.

Toute réclamation du concessionnaire sous prétexte du non visite de ces lieux ne sera pas admise.

## **ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS**

Conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues.

## **ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Toutefois, le maître d'ouvrage reste engagé vis-à-vis des concurrents tant qu'ils n'ont pas retiré leurs offres.



## **ARTICLE 15 : LANGUE DE L'OFFRE**

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être établies en langues française ou arabe.

## **ARTICLE 16 : Mode d'attribution**

le marché issu du présent appel d'offres est attribué en lot unique

## **ARTICLE 17 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Pour le concurrent national, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirham marocain.

## **ARTICLE 18: LES CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES**

### **Phase I : Examen du dossier administratif et appréciation des capacités techniques**

Cette analyse tend à s'assurer de la conformité des pièces contenues dans les dossiers administratifs et techniques des concurrents aux stipulations du dossier d'appel d'offres, à savoir la présence et la conformité des pièces constitutives du dossier administratif, du CPS et des attestations de références. Elle se conclue par :

- Soit l'acceptation ou l'acceptation avec réserve du dossier du candidat ;
- soit le rejet du dossier du candidat pour non-conformité avec le dossier d'appel d'offres.

### **Phase II : Evaluation des offres financières**

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres retenues à l'issue de la phase I.

Il s'agit dans cette analyse de vérifier la conformité des pièces à celles demandées par le CPS et le présent règlement de consultation, et de comparer les offres financières des concurrents. Suite à cette analyse il est procédé, soit à :

- l'acceptation de l'offre financière ;
- au rejet de l'offre pour candidat pour non-conformité.

A l'issu de cette phase les offres sont classées.

**L'offre jugée la plus avantageuse est l'offre la plus disante**

### **Phase III : Appréciation des capacités juridiques**

Lors de cette phase seul le complément du dossier administratif et, le cas échéant, les clarifications et les justifications, du concurrent ayant présenté **l'offre la plus disante**

Elle se conclue par :

- Soit l'acceptation candidat ;
- soit l'écarter et l'examen du dossier complémentaire du candidat suivant dans les même conditions.

**Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière est la plus disante et qui est jugé qualifié au regard des dispositions du présent règlement de consultation.**

## **ARTICLE 19 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), aucun soumissionnaire ne peut prétendre à une indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou s'il n'a pas été donné suite à l'Appel d'Offres.

*Signature et cachet du concurrent*

Fait à Rabat Le 23 FEV. 2024

**Maître d'ouvrage**



Le Doyen de la Faculté  
des Sciences

Mohammed REGRAGUI